



**DEM'AVOCATS**

**2024**

# Guide simplifié du jeune avocat

*Toutes les informations indiquées dans ce guide  
correspondent à ceux en vigueur en 2024.*

## Sommaire

Immatriculation de l'Entreprise  
Individuelle auprès de l'INPI.

Affiliation auprès de la CNBF.

Affiliation auprès de l'URSAFF.

L'ACRE

Le Choix du régime fiscal.

TVA

Ouverture d'un compte bancaire  
professionnel.

Souscription d'une mutuelle  
Prévoyance santé.



## Nos partenaires



Téléchargez notre application  
disponible sur Apple et Android



# IMMATRICULATION AUPRES DE L'INPI

Depuis le 1<sup>e</sup> janvier 2023, le Guichet unique remplace les centres de formalités des entreprises.

Il s'agit d'une plateforme électronique gérée par l'INPI

Le dépôt de la déclaration auprès de l'INPI s'effectue sur le site :



## La CNBF

Les avocats inscrits à l'un des barreaux de la Métropole ou d'un département sont tenus de cotiser auprès de la Caisse Nationale des Barreaux Français, caisse de retraite obligatoire des avocats. L'affiliation des avocats indépendants est obligatoire dès le 1<sup>e</sup> jour de l'inscription au Barreau.

L'avocat doit adresser à la CNBF :

- une attestation du bâtonnier avec la date d'inscription au barreau et la date de prestation de serment
- Les renseignements individuels (état civil, adresse, n° de sécurité sociale)

## L'URSAFF

Les avocats exerçant à titre libéral sont assujettis à une immatriculation. L'avocat devra adresser à l'URSAFF, organisme de sécurité sociale chargé de collecter les allocations, une lettre recommandée avec accusé de réception lui notifiant le début de l'activité professionnelle.

Vous recevrez une certification d'immatriculation incluant un numéro de SIRET et un code APE.



## L'ACRE

Accordée automatiquement par l'URSAFF aux avocats qui ont effectué leur déclaration dès le début de leur activité



L'ACRE permet une d'exonération de cotisations pendant 12 mois. L'éligibilité est soumise à certaines conditions:

- Ne pas avoir bénéficié de ce dispositif depuis au moins 3 ans à la date de la création/reprise de l'EI en 2024
- Contrôler effectivement l'entreprise



Attestation d'admission ou silence d'un mois vaut acceptation tacite de l'URSAFF.

## LA COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES

# LE CHOIX DU REGIME FISCAL

## Régime MICRO-BNC



L'abattement forfaitaire pour frais professionnels est de 34 % pour les professions libérales relevant des BNC, y compris les avocats. Cela signifie que vous n'êtes pas imposé sur la totalité de votre chiffre d'affaires, mais sur 66 % de celui-ci seulement.

Les avocats débutant leur activités en 2024 bénéficient du micro-BNC en 2025 quelque soit le montant de leurs recettes.

Revenus 2022	Revenus 2023	Bénéfice du régime
< 77.000 €	< 77.000 €	✓
< 77.000 €	>77.000 €	✓
> 77.000 €	< 77.000 €	✓

## Régime de la déclaration contrôlée

Ce régime s'applique aux avocats dont es recettes des 2 années précédentes sont > à 77 700 € HT

## LA TVA

Revenus		Bénéfice automatique de la franchise de base
< 47.700€		
> 47.700€		 (redevable TVA à compter du 1e janvier de l'année suivante)
>47.700€	>58.600€	 L'avocat devient redevable de la TVA à compter du 1er jour du mois au cours duquel cette limite est dépassée

## OUVERTURE COMPTE PROFESSIONNEL



### Obligatoire ?

+ de 10.000€ de CA  
Pendant 2 années consécutives

### Les avantages ?

Si l'avocat distingue clairement ses comptes professionnel et personnel, l'administration fiscale se limitera à contrôler les transactions effectuées sur le compte professionnel.

En revanche, si des opérations professionnelles sont effectuées sur le compte personnel, cela pourrait amener l'administration fiscale à élargir son contrôle à toutes les opérations réalisées par l'entrepreneur sur son compte personnel.

## SOUSCRIPTION D'UNE MUTUELLE

### Obligatoire ?

la mutuelle santé pour avocat libéral n'est pas obligatoire, mais fortement recommandée



Exemple de complémentaire

**DEM'AVOCATS**